

# METRO :

## Les prix se desserrent Les voyageurs se serrent

(VOIR EN PAGE 8)

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS!

# Vive la lutte



# VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

MARDI 5 SEPTEMBRE 1967 — N° 87

0,50 F.

# des Noirs américains!

**I**l n'y a pas de vacances pour les opprimés et, cet été, la lutte des Noirs américains des grandes villes a été encore plus résolue que les années précédentes.

Jamais autant de villes n'avaient été touchées, jamais la guerre civile n'avait fait rage comme à Newark et à Detroit.

Finis les temps où la police  
(suite page 5)

# Intéressement des travailleurs? A condition qu'ils soient franchement désintéressés

**A**INSI il aura fallu neuf ans de pouvoir discrétionnaire à de Gaulle, pour arriver à offrir aux travailleurs l'association « Capital-Travail » qu'il leur promettait sur toutes les places de France... dans les années où il dirigeait le R.P.F.

Comme on voit, le fait de ne pas avoir la moindre idée de ce qu'il pourrait mettre de concret dans cette formule, ne l'empêcha pas à l'époque d'en parler à tous les coins de places publiques, et depuis qu'il est revenu au pouvoir d'en parsemer bon nombre de ses discours.

Que va donc apporter aux travailleurs la première application du socialisme gaulliste en dehors de l'affirmation qu'il s'agit là d'une ère nouvelle et de la consécration d'un « droit nouveau » pour les travailleurs?

Pas grand chose évidemment et ceux d'entre nous qui, d'une lecture hâtive des journaux, ou d'une écoute distraite de la radio en vacances, avaient conclu qu'ils pourraient peut-être, grâce à cela, compenser les augmentations des transports et les diverses hausses... devront attendre cinq ans pour le faire.

Car les salariés ne peuvent pas toucher pendant cinq ans à « leur participation » qui reste, durant ce temps, à la disposition de l'entreprise.

Pour calculer les sommes réservées à cet intéressement ce n'est pas difficile :

1. on prend le bénéfice — fiscal s'il vous plaît — c'est-à-dire celui qui est déclaré au fisc ;
2. on enlève de ce bénéfice l'impôt sur les bénéfices ;
3. de ce qui reste on retranche 5 % représentant la « rémunération du capital » propre à l'entreprise ;
4. puis on rogne le résultat en fonction d'un coefficient qui peut revenir à en ôter 10 comme 90 % (« rapport des salaires à la valeur ajoutée ») ;

5. enfin pour être bien tranquille... on divise par deux.

Voilà : c'est l'application mathématique-financière du fameux pâté moitié-cheval moitié-alouette, avec un peu de farce en plus.

Ajoutons que la moitié (sic) des sociétés ne font

pas de bénéfices « fiscaux » et que les entreprises de moins de cent travailleurs ne sont pas concernées.

Et c'est là-dessus que compte le gouvernement pour nous faire patienter et accepter les difficultés accrues de la rentrée.

(Suite page 6)

# Que se passe-t-il en Chine?

**F**USILADES et terrorisme à Hong-Kong, incendie de la mission britannique à Pékin, humiliation publique du chargé d'affaires anglais (rappelons au passage que la Grande-Bretagne, elle, a humilié et exploité férocement tout le peuple chinois, pendant près d'un siècle), heurts à Londres entre le personnel de l'ambassade chinoise et les policiers de sa majesté, tels sont les faits qui, ces dernières semaines, sont venus alimenter généreusement les sentiments anti-chinois du monde occidental. Bien qu'il n'y ait là rien de très nouveau, l'attaque des ambassades étant un fait coutumier dans la Chine de Mao Tsé Toung (ne citons pour mémoire que les récentes tribulations des diplomates malais, indonésiens, soviétiques, français, etc.), une sorte de mythologie chinoise, née en Occident, de la « Grande révolution culturelle » veut y discerner des preuves manifestes de la faiblesse de l'autorité centrale en Chine et les signes annonciateurs de grands événements nouveaux.

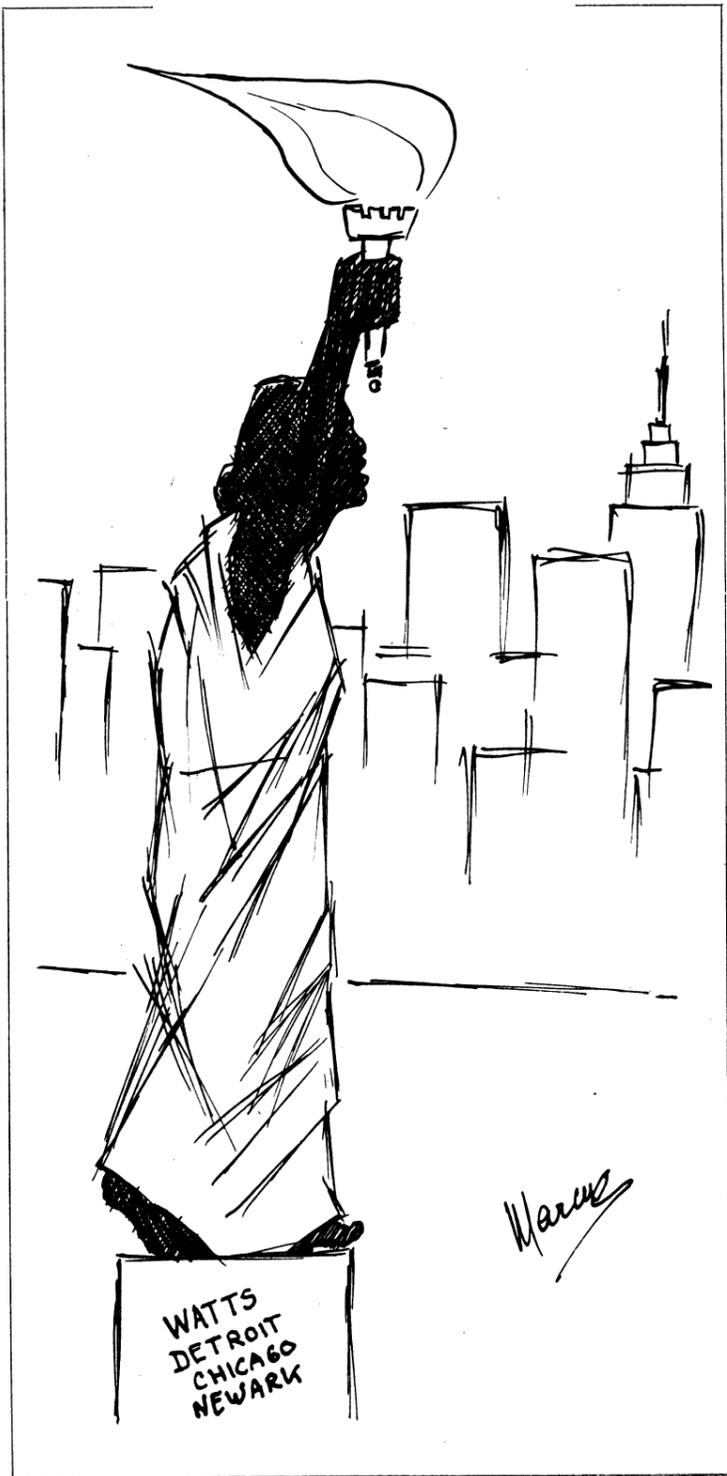
En fait, que se passe-t-il en Chine? A en croire la presse bourgeoise occidentale, c'est l'anarchie, le chaos, la guerre civile. La chute de Mao ne serait plus qu'une question de temps. Les rebelles se seraient emparés de 20 provinces sur 24. Et dans le fracas des blindés qui s'affronteraient, les jeunes gardes rouges, frénétiques, hurlant, vision moderne du péril jaune et de la barbarie asiatique, accrocheraient des pendus dans les rues de Canton et feraient bouillir les opposants dans des marmites!

Les sources de ces extravagantes informations?... des récits de voyageurs. Mais tout est bon quand il s'agit de renforcer l'arsenal anti-chinois et cet été la presse n'a pas manqué d'accorder à la Chine une place de choix, à la une des grands journaux, sans aucune commune mesure avec l'importance réelle des faits rapportés et non authentifiés.

Cette mise en condition du public, pour aussi grossière et aussi puérile qu'elle soit, n'a tout comme la légende du « bolchévik assassin de petits enfants », d'autre but que de célébrer la grande fête occidentale et préparer les esprits à une guerre nécessaire.

En fait, il est extrêmement difficile de connaître l'importance et la valeur des troubles qui marquent ce qu'à la suite du gouvernement Mao, on a coutume d'appeler la « Grande Révolution culturelle ». En matière de faits précis, on ne peut croire ni les rapporteurs occidentaux, ni la presse soviétique, bien trop partielle en la matière, ni mêmes les déclarations officielles, par voie de presse ou d'affiches, des autorités chinoises. L'importance de l'opposition « anti-maoïste, coupable de violence et de sabotage », selon des affiches rou-

(Suite page 2)



# CUBA

## La conférence de l'O.L.A.S.

**D**U 31 juillet au 10 août, s'est tenue à La Havane la première conférence de l'O.L.A.S., Organisation latino-américaine de solidarité.

Vingt-sept pays d'Amérique latine y étaient représentés, par des délégations des partis communistes ou des mouvements de guerrilleros. Hanoi y était aussi représenté et apporta son soutien aux guerrilleros.

Pour prendre part à la conférence il suffisait à tout mouvement latino-américain d'être anti-impérialiste.

Mais le parti communiste vénézuélien n'était pas invité à cette conférence, et les PC argentin et brésilien ne s'y étaient pas fait représenter.

Dès le début de la conférence le principal problème fut posé par le Président de la République de Cuba qui ouvrit la première séance par ces mots :

« Le seul chemin qui mène au communisme en Amérique latine

passer par la lutte armée et la guérilla ». Il prenait ainsi position sur le problème qui oppose, dans tous ces pays, les partis communistes et les mouvements guerrilleros.

Tous les efforts déployés dans cette conférence par Castro et le communiste uruguayen Arismendi, la furent pour trouver un compromis acceptable par tous et permettant d'affirmer la solidarité et l'unité des forces révolutionnaires anti-impérialistes en Amérique latine.

La déclaration générale, adoptée le 10 août, est l'image de ce compromis ; elle ne porte aucune condamnation officielle de la politique de l'U.R.S.S., mais elle met en avant la lutte armée avec une concession aux « autres moyens » qu'on peut employer.

**Point 5 :** « La lutte armée constitue la ligne fondamentale de la révolution en Amérique latine. »

**Point 6 :** « toutes les autres formes de lutte doivent servir et non retarder le développement de la ligne fondamentale qui est la lutte armée. »

**Point 7 :** « Le problème de l'organisation... de la lutte armée constitue aujourd'hui la tâche immédiate

et fondamentale du but révolutionnaire. »

**Point 8 :** « Que les pays où cette tâche ne se pose pas de façons immédiates doivent de toutes façons la considérer comme une perspective inévitable dans le développement de la lutte révolutionnaire nationale. »

Le point 8 étant « la concession » :

Il reste que, donner comme ligne politique « la lutte armée » aux mouvements révolutionnaires d'Amérique latine est une condamnation nette de la politique des partis communistes, et en particulier de celui du Venezuela qui a exclu de ses rangs le leader guerrillero Douglas Bravo, suspendant toute aide à la guerrilla qui se maintenait péniblement.

Comme il fallait s'y attendre la « gauche » française a vu là la preuve qu'une nouvelle internationale venait de naître à Cuba :

« Staline a été enterré pour la seconde fois. Il a été enterré la semaine dernière à La Havane. Là, sous le sigle de l'O.L.A.S., une nouvelle internationale est née. » (France Observateur du 14/8.

Mais ceux qui veulent à tout prix voir dans le castrisme « la troisième ligne entre Moscou et Pékin ne sont pas gênés par les volte-face continuelles de La Havane. Il est vrai que la « tactique » est là pour tout expliquer. En fait, les déclarations de l'O.L.A.S. étaient contenues en germe dans le discours de Fidel Castro du 13 mars dernier.

Dans ce discours, Castro s'en prenait aux dirigeants du parti communiste vénézuélien, les traitant de « défaitistes » et de « traîtres », et plus généralement à ceux de tous les partis communistes d'Amérique latine.

Il leur reprochait de vouloir abandonner la « lutte armée » pour une action de « paix démocratique ».

Cela ne l'avait pas empêché, un an plus tôt, à la conférence de la Tricontinentale de janvier 1965, d'attaquer violemment le mouvement guerrillero guatémaltèque de Y. Sosa, (accusé de « trotskysme ») et d'une façon générale d'apporter sa caution et son prestige à tous les partis communistes pro-staliniens d'Amérique latine, hostiles aux guerrillas, redorant ainsi leur blason aux yeux des masses latino-américaines.

Lorsque Castro condamne la politique « pacifiste » des P.C. d'Amérique latine parce qu'il est un révolutionnaire marxiste décidé à prendre la tête d'une nouvelle Internationale, il le fait parce que c'est le seul moyen de pression qu'il ait sur l'U.R.S.S. Car Castro défend, non les intérêts de la révolution mondiale, mais ceux de son propre pays ; intérêts nationaux qui, quelquefois ne coïncident pas avec ceux de l'U.R.S.S.

Dans le cadre de la « coexistence pacifique » l'U.R.S.S. aide économiquement certaines bourgeoisies d'Amérique Latine qui, dans le même temps, répriment les mouvements de guerrilleros.

Et les partis communistes, fidèles instruments de la politique extérieure de l'U.R.S.S., se rallient à leur bourgeoisie et condamnent la lutte armée comme « aventuriste ».

Et si Castro n'a pas le pouvoir de forcer l'U.R.S.S. à cesser ses prêts aux gouvernements chiliens et colombiens, il peut la gêner en soutenant les mouvements guerrilleros contre les P.C. d'Amérique latine.

En définitive, la résolution la plus importante de l'O.L.A.S. est celle qui n'a pas été rendue publique et qui condamnait : « l'aide financière et technique de certains pays socialistes à des pays latino-américains pro-impérialistes ».

Cette résolution a été approuvée par 15 délégations sur 27 (9 ne sont abstenues, 3 ont voté contre).

(Le Monde, 23-8).

Car c'est là, en effet, le véritable problème de Fidel Castro.

C'est ainsi qu'il déclarait récemment : « L'Union Soviétique peut se permettre de commettre des erreurs (sic) car elle a le pouvoir et c'est une grande puissance. Les P.C. latino-américains n'ont pas cette latitude ».

(Le Monde, 23-8).

Autrement dit ce qu'il est bien forcé de « prendre » de l'U.R.S.S., il n'a aucune raison de le tolérer des Partis communistes d'Amérique latine.

Cette conférence va sans doute permettre à tous ceux qui refusent de comprendre la nécessité de reconstruire une Internationale marxiste-révolutionnaire, de trouver de nouveaux arguments pour suivre la « 3ème tendance » représentée par Castro.

Mais pour tous ceux pour qui le marxisme reste un guide pour l'action, et le prolétariat la seule force historiquement capable de réaliser la société communiste, les volte-face continuelles d'un Castro seront des raisons de plus de considérer comme urgente et indispensable la construction de partis ouvriers révolutionnaires qui ne soient pas à la remorque des directions nationalistes petites-bourgeoises, mais loin devant.

C. OLIVIER.

(Suite de la page 1)

## Que se passe-t-il en Chine?

ges, semble volontairement et démesurément grossie afin de servir par contre-coup la propagande gouvernementale. Là-bas aussi, il s'agit d'une mise en condition du public et nul ne peut sérieusement songer à croire sur parole ce que disent d'eux-mêmes et des autres les promoteurs de la « Grande révolution culturelle ».

Mais tout ce fracas, d'ailleurs soigneusement orchestré, s'il n'arrive pas à nous convaincre de ce qu'on veut nous faire croire, n'en révèle pas moins, à la manière d'un négatif, l'existence de troubles réels. Nous avons, en son temps, analysé la Grande révolution culturelle, comme une gigantesque tentative de mise au pas et d'encadrement quasi-disciplinaire de la société chinoise en général et de la population citadine en particulier. Cette « campagne », dans le style déjà éprouvé des grandes campagnes de persuasion et de propagande chinoise, marquée au sceau de l'isolement de la Chine et des énormes difficultés économiques du pays, visait à faire accepter par tous une austérité encore plus rigoureuse, un resserrement de la production, des fardeaux économiques encore plus lourds, un retrecissement des libertés individuelles, bref, un renoncement « volontaire » à tout bien-être, aussi relatif qu'il soit, au profit de la mythique industrialisation du pays. Encore une fois ce n'était pas nouveau, mais depuis l'échec retentissant du « Grand bond en avant »

des années 1957-59, les masses chinoises, essouffées avaient pu jouir d'une pause très relative. C'était la fin de cette pause. Pour passer outre le découragement, la lassitude, l'aspiration naturelle à une vie plus tranquille, il fallait galvaniser les énergies. Cela ne pouvait plus se faire comme antérieurement par l'intermédiaire du parti et des cadres. Ils n'auraient pas suffi à la tâche. La pause avait été trop longue, trop nécessaire. En fait, le pays ne pouvait « redémarrer » qu'après avoir été bousculé, entraîné, rigoureusement mis au pas. Dans la bouche de ses promoteurs, la Révolution culturelle devait détruire les restes d'esprit bourgeois et capitaliste toujours vivants au cœur de nombreux chinois. Dans les faits, si les gardes rouges épargnèrent les « fameux capitalistes type chinois » soigneusement entretenus par le régime, ils s'attaquèrent à l'ensemble de la population citadine et très rapidement aux ouvriers chinois à qui il fallait faire accepter la baisse de leur niveau de vie, et le renforcement de la discipline.

Nous avons également dit à l'époque que la création des gardes rouges, masses petite-bourgeoises étudiantes et lycéennes, leur rassemblement, leur levée en masse, leur organisation ne pouvait être le fait d'un Mao Tsé Toung minoritaire, en lutte au sein même du parti avec des oppositions farouches, et jouant sa dernière carte en faisant appel aux jeunes par dessus l'appareil du parti.

Les gardes rouges étaient une arme entre les mains du pouvoir, et exprimaient très précisément la volonté du gouvernement chinois dans son ensemble.

Aujourd'hui, l'intervention de l'armée aux côtés des gardes rouges, le rôle d'arbitre reconnu que vient de lui conférer Mao Tsé Toung, dans les conflits qui opposent les diverses équipes prétendant aux postes de commandes, à l'orthodoxie maoïste et ne laissant plus de doute sur le caractère gouvernemental des gardes rouges et de la « Révolution culturelle ».

Mais elle montre aussi que cette mise au pas ne s'est pas faite sans difficultés et que les gardes rouges ont rencontré des résistances.

Pour l'instant cette résistance s'est manifestée surtout dans les grandes villes industrielles sous la forme de grèves et de combats de rues. Politiquement, elle est restée muette. Ce qui suffit à prouver, qu'elle n'a rien à voir avec une opposition conséquente dont le chef de file serait Liu Chao Chi, mais qu'il s'agirait plutôt d'une réaction violente, certes, mais inorganisée au sens politique du terme, (sauf peut-être à l'échelle locale) à la mise en place du plan d'austérité et d'encasernement que représente pour la population chinoise la Grande révolution culturelle.

MICHELE TOURNY.

## LUTTE DE CLASSE

Le numéro 7 de la « Lutte de classe », numéro de septembre est paru.

● ● ●

Au sommaire :

- Le gouvernement ouvrier et paysan tel qu'on le parle.
- Les révolutionnaires et l'activité syndicale en France (IV).

# Les dirigeants arabes dans l'impasse

**V**OILA donc, au terme du quatrième sommet des chefs d'Etats arabes, les commentateurs politiques obligés de reconverter leurs clichés habituels. Nasser n'est plus ce nouvel Hitler des bords du Nil aveuglé par la fureur antisémite, que nous dépeignait voici trois mois la grande presse, mais un politique réaliste, prudent et avisé, et c'est Boumedienne qui joue maintenant le rôle ainsi abandonné par le Raïs.

La conférence de Khartoum (aussi modéré que soit le ton de la résolution finale) ne débouche pourtant sur aucune solution concrète du conflit opposant les pays arabes à Israël, mais cela n'empêche pas la presse bourgeoise de se réjouir, et à juste titre de son point de vue, du changement d'attitude de Nasser. A juste titre, parce que le souci de l'impérialisme n'est nullement de trouver une solution pacifique au Moyen-Orient, mais de mettre au pas un certain nombre de pays arabes. Et de ce point de vue, Khartoum a été le Canossa de Nasser.

Certes, dans le cadre de la politique nationaliste qui est la sienne, Nasser n'avait pas le choix. Trois mois après le cessez-le-feu, les conséquences de la défaite militaire se font plus durement sentir que jamais. Privée des ressources (considérables par rapport à l'ensemble de ses revenus) qu'elle retirait de l'exploitation du canal de Suez (et accessoirement du tourisme), l'Egypte, au dire de tous les observateurs, est dans une situation économique catastrophique, et il n'y a rien d'étonnant à ce qu'elle se soit vue contrainte de demander l'aide des pays arabes « riches », dont l'Arabie Saoudite, même si cela impliquait un changement complet de sa politique yéménite, et un abandon de sa phraséologie anti-impérialiste, ainsi qu'en témoigne la résolution finale de la conférence.

Mais, le constat de faillite implicitement dressé par la rencontre de Khartoum ne concerne pas que l'Egypte. C'est celui de la politique nationaliste de tous les pays arabes dits « progressistes », (nous ne parlons même pas des autres, bien sûr), non seulement de la R.A.U., mais aussi de la Syrie et de l'Algérie, pourtant restées en apparence fermes et intransigeantes.

On ne peut pas être à la fois nationaliste, et anti-impérialiste conséquent. Le nationalisme peut amener à lutter contre un impérialisme particulier pour conquérir une indépendance politique formelle, voir même pour se libérer partiellement de son emprise économique, mais il ne peut permettre à aucun pays d'échapper au monde impérialiste... il n'apporte aucune solution, n'ouvre aucune issue aux peuples des pays sous-développés. Surtout, évidemment, quand il fait d'Israël, et non pas de l'impérialisme, son principal ennemi.

Une lutte conséquente contre l'impérialisme ne peut être qu'internationaliste, visant à la liquidation totale et définitive de celui-ci dans le monde entier.

Les dirigeants nationalistes prétendent être pratiques, réalistes, dans le meilleur des cas, apporter à leur peuple des solutions immédiates (encore que les tractations clandestines qui ont décidé du sort du peuple yéménite, sans que celui-ci ait été consulté, montre bien le peu de cas qu'ils font du sort des masses arabes), mais ils ne font que permettre à l'impérialisme de maintenir, d'une manière plus ou moins indirecte, son exploitation.

L'Algérie et la Syrie se déclarent toujours fermement anti-impérialistes. Mais, le voudraient-ils vraiment, que pourraient-ils faire ? Boumedienne a nationalisé le pétrole américain. Il s'entend fort bien pour le moment avec l'impérialisme français. Mais, même s'il s'emparait un jour de tous les biens étrangers en Algérie, ce qui est peu probable, que pourrait-il devenir de plus que le Nasser d'hier, lui qui est déjà le Nasser d'aujourd'hui de son pays.

Quoi qu'il en soit, le « sommet » de Khartoum montre bien quelles sont les conséquences de la défaite militaire de juin, non seulement pour les pays arabes, mais également à l'échelle internationale.

Le vainqueur apparaît clairement aujourd'hui. Et ce n'est pas le peuple israélien. C'est l'impérialisme, qui s'est servi de lui pour mettre au pas l'Egypte, isoler la Syrie, en un mot, pour renforcer sa domination au Moyen-Orient.

Et le peuple israélien, lui aussi trompé par des dirigeants nationalistes, risque fort d'être demain la première victime de sa propre « victoire ». Car elle est un pas de plus sur le chemin qui mène l'impérialisme vers la troisième guerre mondiale.

Y. LEGAL.

# QUEL AVENIR POUR LES ARABES OCCUPES ?

**D**EUX mois après l'agression israélienne contre les pays arabes, la volonté du gouvernement de Tel Aviv d'annexer les régions qu'il occupe en Syrie, Jordanie et Egypte ne fait plus guère de doute.

Le ministre de la défense Mosché Dayan a déclaré au congrès de son parti, le RAFI, que la bande de Gaza est « partie intégrante d'Israël ». « L'étranger doit comprendre, a-t-il ajouté, qu'à part toute l'importance stratégique pour Israël du Golan (en Syrie), du détroit de Tiran et des monts à l'ouest du Jourdain (la Cisjordanie), ces régions se situent au cœur de l'histoire juive. »

Même son de cloches chez Ygal Allon, ministre du Travail, lorsqu'il s'adresse aux membres de son parti, l'Adhout Avoda : « Le Jourdain doit constituer la frontière orientale d'Israël... Le Golan n'est pas moins israélien, si l'on se réfère à la Bible qu'Hébron et Naplouse » (en Cisjordanie) ».

Tous les autres partis israéliens, à l'exception du P.C., ont adopté une position identique à ce sujet en prônant l'annexion pure et simple ou, comme les socialistes de gauche du Mapam, membres eux aussi de la coalition gouvernementale, s'en sont fait complices en gardant un silence prudent.

Mieux, en se basant sur les mêmes « arguments » fumeux tirés de la Bible, une fraction du parti d'extrême-droite Héroul, qui compte également quelques ministres au gouvernement, demande l'annexion du Liban et de la Syrie. Dans cette situation, que vont devenir les 1.500.000 Arabes qui sont passés sous contrôle de l'armée israélienne ?

En se basant sur le sort que connaissent les Arabes israéliens depuis 1948 et sur l'attitude des autorités israéliennes vis-à-vis du retour des réfugiés, on peut dire sans emphase que leur situation est tragique.

Considérant que les Arabes constituaient une « cinquième colonne » et donc qu'un Arabe de moins était un problème de moins, les autorités israéliennes ont tout fait pour empêcher les 260.000 réfugiés de Jordanie de regagner leurs foyers.

Tout d'abord, 60.000, qui avaient fui après le 4 juillet, se sont vus refuser le droit de revenir. Sur les 200.000 restant, 170.000 formulèrent une demande de retour par l'intermédiaire de la Croix-Rouge. Mais en limitant les dates de passage du 18 au 31 août, en refusant d'ouvrir un troisième pont sur le Jourdain, en ne communiquant les noms de ceux qui étaient autorisés à passer que moins de 24 heures à l'avance, en gonflant à l'extrême les formalités de contrôle, les Israéliens ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour empêcher des milliers de familles de rentrer chez elles. Et ils y sont parvenus puisque seuls 14.000 réfugiés ont pu retraverser le Jourdain.

Dans les territoires occupés, les arrestations massives à Jérusalem, la fermeture du soukh d'Hébron, les tirs sur les maisons « pour effrayer les habitants » et la consignation à résidence trois jours durant de la population à El Ariche, l'évacuation par la force du village de Djelebya, la destruction de trois vil-

lages près du monastère de La-troum, le dynamitage de huit maisons à Aboudis, tout cela montre clairement à la population arabe que l'Etat juif est fermement décidé à les considérer tous comme une « 5<sup>e</sup> colonne » en puissance, et n'est pas sans rappeler l'action de l'armée française en Algérie.

En fait la situation des Arabes palestiniens risque d'empirer, et sur le plan politique et sur le plan social. Il paraît en effet peu probable que les nouveaux annexés obtiennent des droits égaux à ceux des Arabes israéliens pourtant citoyens de seconde zone depuis 1948.

Avant le 5 juin, ces derniers ne représentaient que 10 % de la population et les quelques droits (droit de vote par exemple) octroyés ne changeaient pas grand-chose à l'échiquier politique.

Aujourd'hui la situation est différente de ce point de vue. Les réfugiés arabes représentent désormais près de 40 % de la population et il paraît douteux, les votes arabes se portant en général vers le P.C., le seul parti anti-sioniste, que la bourgeoisie juive accepte un tel boulet.

Il ne serait donc nullement étonnant que le gouvernement israélien refuse les droits politiques élémentaires à ces réfugiés.

Sur le plan social, la situation n'est guère meilleure. Avant le conflit, on comptait en Israël plus de 10 % de la population active en chômage, et si, à l'occasion de la guerre, l'Etat juif a reçu des subsides accrus des Juifs américains qui ont permis une légère amélioration de la situation, ce palliatif n'est que provisoire. L'Etat juif sera incapable d'intégrer économiquement ce surplus de population. Ce problème s'aggrave encore du fait qu'un mouvement kibutzique (Kibutz Amenouhad) a décidé la fondation de colonies agricoles juives en Cisjordanie... ce qui se fera comme d'habitude en expulsant de leurs terres des paysans arabes qui viendront grossir la masse des sans-travail.

L'avenir s'annonce donc sombre pour les Arabes palestiniens. Mais pas seulement pour eux.

En effet, le gouvernement d'Union Sacrée qui s'est constitué à la veille du conflit (des socialistes de gauche aux ultras nationalistes) risque d'accentuer la poussée à droite enregistrée en Israël depuis quelques années. La fusion des ultras du RAFI (Ben Gourion-Dayan) et de l'Adhout Avoda au sein du parti travailliste Mapai, mettra à ce dernier de détenir pratiquement la majorité des sièges au parlement et de réaliser le vieux rêve de Ben Gourion : l'instauration d'un pouvoir fort de type présidentiel en réformant d'abord le mode d'élections et en instaurant un découpage électoral du type V<sup>e</sup> République (jusqu'à présent, le parlement avait toujours fait bloc contre le Mapai sur ce problème). En outre, les positions anti-ouvrières du RAFI, ses liens avec l'armée et l'importance qu'a pris le parti d'extrême-droite Héroul (qui partage les mêmes conceptions) à la faveur de la crise risquent de faire payer durement aux travailleurs juifs leur incapacité de s'être opposés aux menées réactionnaires de leur bourgeoisie.

C. JUNG.

L. STERN.

# Un écrivain communiste

**D**EUX écrivains sont morts cette quinzaine, qui tous deux se réclamaient du communisme. L'un, Ilya Ehrenbourg, après une vie chargée « d'honneurs » officiels (il était « Prix Lénine », « Prix Staline », député au Soviet Suprême), l'autre, Isaac Deutscher, au terme d'un exil de plus de vingt ans.

« Le Monde » et « l'Humanité » ont joint leurs voix pour célébrer les mérites d'Ilya Ehrenbourg, et, chose remarquable lorsqu'on connaît le passé de l'homme pour louer son courage intellectuel. « Il a été, admire Aragon, (mais il est vrai qu'il ne faut guère de courage intellectuel pour éblouir un Aragon) le grand défenseur de la peinture française dans les temps difficiles où, chez lui, la non-conformité d'opinion devenait facilement un crime. » Et quel dommage qu'Aragon, autre écrivain « communiste » qui fit l'éloge de la Guépéou, ne nous ait pas parlé plus tôt de ces « temps difficiles » !

Quant à Michel Tatu il s'émerveille dans « Le Monde » du fait qu'Ehrenbourg ait osé orner son appartement « des toiles de ses amis Picasso et Chagall »... Lors de la « déstalinisation », Ehrenbourg [re] « milite [t-il pas] pour la réhabilitation... de la peinture impressionniste, et [ne] plaide [t-il pas] l'indulgence... pour l'art abstrait » ! Et de préciser : « d'origine israéliite, il s'était toujours opposé à l'antisémitisme » !

Mais on oublie de nous dire que si « Le Dégel » d'Ehrenbourg inaugure effectivement, sur le plan littéraire, cette déstalinisation, cela tenait à une vieille habitude : il y avait déjà trente ans qu'il s'était fait le chantre officiel de tous les virages politiques du gouvernement soviétique.

C'est tout de même d'un tout autre courage intellectuel que sut faire preuve Isaac Deutscher. Militant du parti communiste polonais, exclu en 1932 par la direction stalinienne de l'Internationale communiste, Deutscher resta toute sa vie fidèle à son idéal communiste, et son opposition au stalinisme le condamna à un exil qui ne se termina qu'à sa mort.

Les dates d'adhésions des deux hommes au mouvement communiste symbolisent bien toute la différence qui existe entre eux. Ehrenbourg, qui vivait en France en 1917 fut tout d'abord un adversaire de la Révolution d'Octobre. Il écrivit en 1918 un pamphlet antibolchévique, « Sainte-Russie » (dont « l'Humanité » ose écrire, sans en préciser bien sûr le contenu, qu'on y trouve « la pas-

sion généreuse d'un homme lié aux espérances, aux douleurs, aux victoires de son peuple »), et ce n'est qu'en 1921 qu'il se rallia au régime soviétique, lorsque celui-ci apparut solidement établi.

L'adhésion d'Ehrenbourg au Parti communiste, ce ne fut pas une adhésion à la Révolution d'Octobre, mais à la bureaucratie naissante, et il resta toute sa vie à la fois l'un des privilégiés et l'un des défenseurs du régime de Staline, et de ses successeurs.

Si Deutscher, plus jeune de 16 ans, ne rejoignit le mouvement communiste polonais qu'en 1926 (il est vrai qu'il n'avait alors que 19 ans), ce fut en période d'extrême danger, au moment du putsch du Maréchal Pilsudski.

Et ce dévouement à la cause socialiste de sa jeunesse, il le conservera toute sa vie.

A la plate figure d'écrivain en livrée de la bureaucratie soviétique (et quelque puisse être le talent littéraire de cet écrivain), on nous permettra de préférer le visage d'un homme, dont nous sommes loin de partager toutes les conceptions, mais qui consacra sa vie à la défense des idées communistes.

Son œuvre ne connut sans doute pas la notoriété de celle d'un Ehrenbourg, mais elle est au moins restée digne d'un communiste, et cela vaut largement tous les privilèges et tous les honneurs que peut glaner une plume servile.

# LES ELECTIONS AU SUD - VIETNAM

## DEMOCRATIE MILITARISEE

**L**E dimanche 3 septembre 67 fut pour le Sud-Vietnam une journée « électorale ». Sans Président de la République depuis que le célèbre Diem fut assassiné le 1<sup>er</sup> novembre 63, il aura dorénavant un Président de la République, un Vice-Président et 60 sénateurs. Ainsi en a décidé le gouvernement américain qui ne veut pas que sa guerre soit inutile. N'est-il pas là-bas pour défendre la « démocratie » ! Les Sudvietnamiens auront donc en plus de la guerre, une Constituante — attribuée l'an dernier — et des élus.

On savait à l'avance que les généraux Thieu, chef actuel de l'Etat, et Ky, premier ministre, seraient les respectifs Président et vice-Président puisqu'ils étaient déjà en place et qu'ils sont essentiellement les représentants de l'armée sud-vietnamienne et de leur banquier américain.

Cependant il y eut, précédant ces élections, ce qu'on appelle une « campagne électorale ». Ce fut une grosse farce. L'« opposition » — il n'est évidemment pas question du vietcong mais de ceux qui sont acceptés par le régime actuel — n'avait aucune possibilité de s'exprimer. A la veille des élections encore, le gouvernement de Saïgon interdisait deux journaux et arrêtait un des candidats à la présidence — accusé de propagande « communiste » — et plusieurs officiers accusés de le soutenir. Il a fallu l'intervention directe de Washington pour que restent en lice un certain nombre de candidats afin de donner l'impression de l'existence d'un choix possible. Mais tous ceux qui restaient avaient le même programme : aucun ne parlait de possibilité de dialogue avec le F.N.L. (Truan Kan, qui l'avait timidement évoquée, avait vu sa candidature éliminée). Tous parlaient de « PAIX ». Le général THIEU, en personne, déclarait le 1<sup>er</sup> septembre au cours d'une interview : « Nous voulons une paix immédiate et juste. Il faut que cette paix soit garantie cette fois-ci. Il ne faut pas que nous retombions dans une paix comme celle de 1954. Mais si Hanoï tient toujours à faire la guerre, certainement nous devrons la forcer à accepter la paix ». Le chœur des généraux était bien obligé de se présenter comme le champion de la « paix » pour parler aux électeurs et essayer de capter leur attention.

Mais pendant ce temps-là la population du Sud-Vietnam a entendu une autre voix. Elle a entendu celle des forces du vietcong qui combat pour que le pays soit

libéré de l'occupation impérialiste et de la clique militaire des Thieu, Ky, etc., à la solde de Washington. Elle l'a entendu de très près. A Saïgon, c'est une série de coups de main spectaculaires par lesquels il manifeste sa présence, en plein cœur de l'adversaire. A Quang-Ngai c'est l'intervention d'unités F.N.L. qui pénétrèrent dans la ville et libèrent 1.200 prisonniers politiques.

Face à la mascarade officielle, le vietcong présentait son programme et demandait aux électeurs vietnamiens de ne pas aller aux urnes ce dimanche, de ne pas se prêter à cette mascarade, de boycotter ces élections. Une grenade lancée dans un bureau de vote, à la veille des élections, était un avertissement.

C'est pourquoi l'élément incertain de ce 3 septembre était celui de la participation des électeurs sud-vietnamiens à un tel vote.

Les officiels américains étaient inquiets ou feignaient de l'être. Mais l'on affirmait tout haut que le vote serait truqué et les fraudes nombreuses, malgré la présence des 22 « observateurs » américains débarqués récemment pour vérifier que la campagne électorale et les élections se passaient en toute liberté.

En fait, ce vote « massif » a eu lieu dans un sud-vietnam en guerre, quadrillé par l'armée, et l'on sait ce que cela veut dire :

Dans les campagnes et les villages regroupés où le bureau de vote est dans le village, chaque électeur est connu du président du bureau et celui qui n'ira pas voter

sera repéré et accusé. Si le bureau de vote est dans un lieu voisin, les électeurs sont amenés au bureau de vote en camions militaires et l'on voit mal le paysan affronter les soldats de Thieu et choisir « librement » de ne pas aller voter.

Ces élections ne sont donc une fois de plus qu'une farce dont personne n'est dupe.

L'Etat sud-vietnamien actuel, ce sont les 500.000 hommes de troupe américains et leur matériel de guerre qui lui donnent une existence. Et de même qu'en Algérie rien n'était possible tant que le gouvernement français n'admettait pas de discuter avec le F.L.N., au Vietnam aucune paix — même temporaire — ne sera possible tant que le gouvernement américain n'acceptera pas de reconnaître de fait sinon de jure le F.N.L.

F. M.

### La paix des cimetières, oui !

250 F nouveaux, tel est le prix que le Gouvernement américain paye allégrement au Vietnam pour tuer les arbres se trouvant sur une surface d'un hectare.

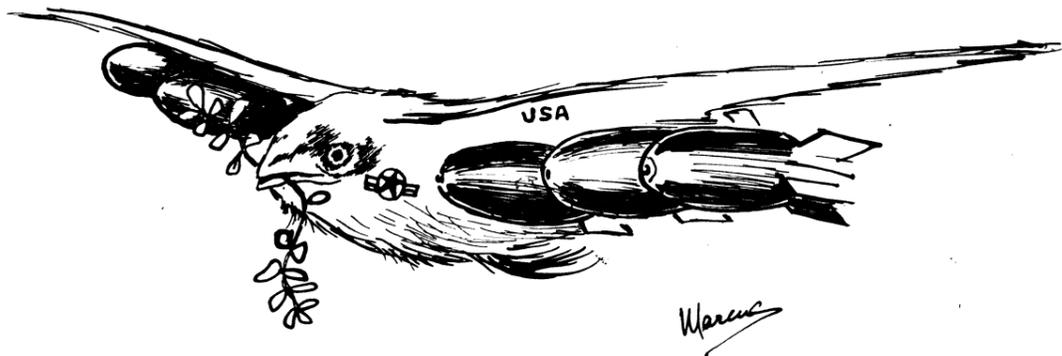
La politique de la « terre morte » n'est pas spécifiquement américaine. Pour empêcher les « rebelles » de se cacher, l'armée française brûlait les arbres au napalm en Algérie.

Au Vietnam la technique de la mort est plus raffinée : obus remplis de billes spécialisées pour tuer proprement le maximum

d'individus, obus pour rendre sourds ceux que l'acier n'était pas capable d'atteindre, etc., etc.

La « défoliation » des arbres tue toutes les cultures qui se trouvent là et notamment les rizières, source essentielle de la nourriture des Vietnamiens.

Le visage hideux de la guerre à outrance marque le Vietnam, mais pour les officiels américains c'est ce qu'ils viennent d'appeler au début de ce mois une « première étape vers la paix ».



Pour mettre d'accord les "colombes" et les "faucons",  
Jonhson fait la guerre et parle de paix.

### Cercle Léon Trotsky

La prochaine réunion du cercle Léon Trotsky de Paris aura lieu

LUNDI 23 OCTOBRE 1967

Au Palais de la Mutualité, 14, rue Saint-Victor  
Salle C - 1<sup>er</sup> étage. 20 h 30

sur le sujet suivant :

## 50<sup>e</sup> Anniversaire de la Révolution Russe

N.B. — Cette réunion n'est pas publique. Les invitations sont à retirer au siège du journal, à nos permanences ou à la librairie « La Nef de Paris », 25, rue des Boulangers, Paris-5<sup>e</sup>.

### ● Echos des entreprises

#### RECYCLAGE ?

Recyclage est un mot à la mode. Les conférences de perfectionnement organisées à Necker pour les infirmières ont eu un succès mitigé. Pourquoi ? Non pas que les infirmières dans leur ensemble se désintéressent de leur perfectionnement, mais beaucoup ne peuvent se libérer, soit à cause du travail (surtout dans les services d'entretien), ou de la mauvaise grâce de la « patronne » (qui, elle, trouve le temps d'aller aux réunions de surveillantes).

A l'heure actuelle, le tableau-type du travail de l'infirmière ainsi que celui de l'A.S.H. n'est toujours pas établi ou du moins porté à la connaissance de tous. Quand il s'agit de mesures répressives, la ronéo pour fabriquer des notes de service fonctionne pourtant rapidement.

Ainsi, avant de parler de recyclage, il faudrait peut-être remédier

à la pagaille et à l'anarchie existantes.

Un recyclage correct doit aussi comprendre la mise à jour des techniques de soins et la connaissance des produits nouveaux et du fonctionnement des appareils dont nous sommes amenés à nous servir. Cette mise à la page ne concerne pas que les cadres et les infirmières mais intéresse tout le personnel.

(Extrait du N° 18 de la V.O. A.P.)

#### « chauffe Marcel ! »

Une entreprise de la métallurgie, la Polymécanique à Pantin, mériterait bien le pompon du paternalisme, s'il fallait l'évaluer au nombre et la diversité des primes versées à ses ouvriers.

En septembre de chaque année, il est versé une « prime de char-

bon », dont le montant est indexé sur le prix du combustible du même nom. Cette année elle est de 153 francs. Un ouvrier malade plus de 48 jours aura un abattement de 1/12 par période de 24 jours. Le comble c'est qu'il en est de même pour les arrêts pour accident de travail au-dessus de 72 jours. Tant pis pour celui qui s'est estropié ou celui qui a laissé ses doigts pour compte au capital... il rentrera moins de charbon.

Autre exemple du paternalisme de ce patron : il fournit une fois par an des patates à prix réduit aux ouvriers qui le désirent.

Mais son paternalisme ne va pas bien entendu jusqu'à payer des salaires décents à ses ouvriers. Car là, voyez-vous, c'est son intérêt qui prime.

# CARMICHAEL A HANOI

**L**A bataille que nous menons aux Etats-Unis est la même que celle qui se poursuit à l'extérieur contre l'impérialisme américain, l'oppression et le racisme. Nous luttons pour la destruction des structures capitalistes des Etats-Unis et nous pensons que cette lutte doit être coordonnée avec celle des autres peuples du monde. C'est à La Havane, à l'occasion de la récente Conférence de Solidarité des Peuples d'Amérique Latine que le leader noir Stokely Carmichael faisait, il y a un mois, cette déclaration, qualifiée « d'incendiaire » par la presse.

Aujourd'hui, Carmichael est à Hanoi. La signification de ce voyage, dans le contexte actuel de la guerre du Vietnam, véritable défi à la bourgeoisie américaine, est facile à saisir. Que l'on imagine au moment de la guerre d'Algérie un leader politique français, quel qu'il soit, allant à Tunis déclarer que son combat était le même que celui des Algériens ! Malheureusement, ni la gauche ni la classe ouvrière française n'eurent à l'époque de leader de cette trempe. Seuls, quelques individus, hélas ne comptant ni numériquement ni politiquement, s'efforcèrent de lier leur lutte à celle du peuple algérien.

Le geste de Carmichael a une tout autre importance. Car ce qu'il apporte aux Vietnamiens ce n'est pas l'appui de quelques militants isolés, appui réduit par la force des choses, mais celui d'une catégorie entière de la population américaine en lutte effective, elle aussi, contre l'impérialisme américain.

Ce qu'il apporte, surtout, c'est, à l'encontre de toutes les thèses des nationalistes des pays coloniaux ou semi-coloniaux, qu'elles soient inspirées par Mao, Castro ou d'autres, la preuve que la lutte révolutionnaire actuelle n'a pas obligatoirement de limites géographiques, la preuve qu'il n'y a pas seulement le « Tiers Monde » d'un côté et l'impérialisme de l'autre, mais aussi dans les pays impérialistes eux-mêmes des alliés potentiels de ce « Tiers Monde », les couches sociales exploitées elles aussi par le même impérialisme.

Mais Carmichael ne tient pas plus compte — lui qui serait pourtant le plus à même de le faire — que Ho Chi Minh, Castro ou Mao, de la classe ouvrière américaine. Au contraire, il n'a que mépris et injures pour elle.

Bien sûr, la classe ouvrière américaine est complètement passive pour l'instant. Les Vietnamiens combattent, les Noirs aussi, les ouvriers américains point. C'est là la constatation empirique sur laquelle s'appuient tous les nationalistes.

Pourtant ni les Vietnamiens, ni les Noirs ne se sont battus de toute éternité et sans discontinuer, ni aucun peuple ni aucune classe sociale opprimée d'ailleurs. Il y a quinze ans, le combat des Noirs américains était bien loin d'être ce qu'il est aujourd'hui et encore plus loin de viser ouvertement des buts révolutionnaires. Carmichael lui-même, n'était-il pas encore, il y a quelque temps, à l'exemple et sous la direction de Martin Luther King, président du Comité de coordination des étudiants « non-violents ».

Même déjà sur le chemin de ce qu'il est aujourd'hui, il ne liait pas l'année dernière la lutte des Noirs à la guerre du Vietnam sinon pour dire que les Noirs n'avaient pas à aller combattre pour la démocratie du Vietnam, alors qu'ils n'en bénéficieraient pas aux U.S.A.

Tout comme les Noirs ont évolué, tout comme Carmichael a évolué, la classe ouvrière américaine peut évoluer. Si elle n'a ni volonté de se battre, ni conscience révolutionnaire aujourd'hui, cela peut changer demain. Et ce changement, les Noirs américains doivent le souhaiter et doivent le précipiter. Ils constituent aujourd'hui la fraction la plus avancée du prolétariat américain (et même d'ailleurs du prolétariat de tous les pays impérialistes) et pourraient œuvrer

d'une manière décisive à cette évolution. Parce qu'ils font physiquement partie du prolétariat américain et que beaucoup de leurs problèmes essentiels (salaires, chômage, niveau de vie, logement, conséquences de la guerre du Vietnam et de la politique impérialiste U.S., etc...) sont ceux, en définitive, de tout le prolétariat américain, ils peuvent à la fois lui donner l'exemple du combat et lui présenter un programme qui soit et le leur et le sien.

Il ne s'agit certes pas de prétendre que les Noirs pour lutter pour leurs droits devraient attendre que les ouvriers blancs se décident à le faire eux aussi. Mais les meilleurs des militants noirs, justement parce qu'ils ont engagé largement

la lutte, ont découvert à la fois la nécessité et la possibilité de trouver des alliés.

Il leur reste cependant encore à prendre conscience du plus puissant d'entre eux : la classe ouvrière américaine. Celle-ci, contrairement au peuple vietnamien ou cubain ne se bat certes pas pour le moment. Mais contrairement aussi aux peuples du Vietnam et de Cuba, elle a entre les mains la possibilité de régler définitivement son compte à l'impérialisme. C'est en cela qu'une politique de classe, bien loin de s'opposer aux intérêts et à la lutte du peuple noir, serait au contraire le meilleur moyen d'atteindre définitivement sa libération.

Jacques MORAND.

## VIVE LA LUTTE des Noirs américains !

(suite de la page 1)

pouvait venir à bout des explosions de colère des ghettos : c'est d'insurrection qu'on parlait cet été en voyant les Noirs résister aux gardes nationaux, puis aux parachutistes appelés en renfort. Les Noirs ne se limitaient plus à la résistance, mais attaquaient les troupes, les forçaient à reculer. Ce sont des blindés qui sont entrés en action dans les rues de Detroit, appuyés par des hélicoptères armés de mitrailleuses lourdes. Et si après six jours de lutte « l'ordre » a été rétabli à Detroit, tout le monde sait que d'un jour à l'autre une nouvelle explosion peut se produire, tout le monde sait que rien n'est résolu et qu'au contraire, pour les Noirs américains tout commence.

Les Noirs sortent de chaque épreuve plus trempés, plus décidés, plus organisés et, dans cette « guérilla urbaine » les groupes armés qui ont fait leur apparition se gé-

néralisent et se renforcent.

Les Noirs sortent aussi de chaque épreuve plus conscients, et le mot d'ordre de « Pouvoir Noir » apparu l'an dernier a éliminé tous les autres. Leurs dirigeants ont repris ce mot d'ordre, y mettant, suivant leur optique, un contenu variant du légalisme à l'ultra-nationalisme. Mais pour les masses noires qui, les armes à la main, défendent leur droit à la dignité, le succès rencontré par le cri de « Pouvoir Noir » a une signification bien précise : il signifie leur pouvoir face au pouvoir qui les opprime ; leur force armée et organisée face aux policiers blancs racistes et provocants et les moyens de la faire respecter.

Les Noirs américains montrent par ce mot d'ordre qu'ils ont pris conscience que la liberté c'est un rapport de forces. Il n'y a rien à attendre de l'Etat de la bourgeoisie qui, pour eux, a l'aspect du pouvoir des Blancs. Pour

être libres, pour pouvoir être eux-mêmes, Noirs, l'affirmer, et que ça ne soit pas une tare sociale, il leur faut opposer la force à la force, opposer leur Etat, leur pouvoir à celui de leurs exploiters.

Avec ce mot d'ordre du « Pouvoir Noir » qu'ils mettent en avant aujourd'hui, les Noirs américains donnent une leçon au monde entier.

Ils montrent qu'on peut être la fraction la plus exploitée, la plus brimée, la moins instruite d'une société et avoir la vision la plus claire des voies et des moyens de son affranchissement. Cette vision, les ouvriers blancs américains ne l'ont pas, les travailleurs d'Europe ne l'ont pas non plus, mais les Noirs américains nous montrent où est l'avenir de l'humanité.

Vive le « Pouvoir Noir », vive le pouvoir des exploités, contre celui des exploiters.

Sylvie GRENET.

Quatre camarades de la Ligue Spartaciste, organisations trotskyste américaine ont été arrêtés le 7 août en tournée de prospection en Louisiane. Ils sont passibles de plusieurs mois de prison et de 500 à 1.000 F d'amende.

Cette affaire fait partie de la violente campagne contre les militants de gauche dans le sud qui a été marquée par des meurtres et des violences contre des étudiants noirs dans le Mississippi et à Houston.

Que nos camarades Spartacistes et tous les militants frappés par la répression trouvent ici l'expression de notre fraternelle solidarité.

### VOIX OUVRIERE

29, rue de Château-Landon, Paris X<sup>e</sup>  
Abonnement 6 mois : 10 F au nom de Maurice Schreëdt.  
C.C.P. Paris 9424-78.

Directeur de publication :  
M. SCHREËDT

Distribué par les N.M.P.P.  
Imp. « E.P. », 232, r. de Charenton,  
PARIS-12<sup>e</sup>

## ● ECHOS DES ENTREPRISES

**C'EST PARCE QUE LES TEMPS SONT DURS QUE LA CIRE EST MOLLE ou TROP BIEN FAIRE NUIT ?**

Un incident récent vient de nous rappeler qu'à l'A.P. il ne faut pas trop bien faire son travail sous peine de menaces de sanctions disciplinaires !

Rappelons les faits : une surveillante générale, en retraite, venant à la consultation de médecine, glisse sur le sol « trop bien ciré » (à ses dires : une vraie patinoire) et... se casse le col de fémur. Elle est donc hospitalisée (elle va bien, merci), mais elle demande une sanction contre l'agent qui a occa-

sionné (toujours selon ses dires), sa chute.

De deux choses l'une : ou bien, même en retraite, il faut que cette surveillante continue à tenter d'emm... les agents, ou alors l'A.P. doit fournir pour l'entretien une cire moderne qui ne glisse pas.

C'est quand même le comble qu'un agent puisse être inquiété pour avoir trop bien fait le travail commandé !

(Extrait du ns 18 de la V.O. A.P.)

### clinique psychiatrique

Que dirions-nous si un particulier recevant en héritage un pavillon dont il trouverait l'aménagement trop luxueux, détruisait

celui-ci pour mettre des choses plus simples à la place ? Nous penserions que ce particulier a un comportement assez spécial, voisin de la cinglerie.

Or certaines rumeurs courent à propos de la transformation de la Clinique de Génétique infantile dont les installations style clinique privée (lits en formica, grandes pièces...) ne sont pas compatibles, dit-on, avec l'utilisation en hospitalisation publique. L'hôpital pour les assurés sociaux ne doit pas comporter de trop belles installations intérieures. Pourquoi ?

Où alors cela participe-t-il au gaspillage général ?

(Extrait du numéro 19 de la V.O. — A.P. Necker).

### C'EST BEAU D'ETRE JEUNE !

Certains de nos camarades, jeunes ouvriers photographes qui viennent de passer leur C.A.P. seraient menacés d'être licenciés par la direction.

Après que nos camarades aient fait quatre années d'apprentissage et passé le C.A.P. voici comment les patrons envisagent leur avenir.

D'après les patrons il y a trop de photographes à Saint-Ouen et à Lille le volume de travail ne cesse d'augmenter. La direction mène toujours à la même politique : faire effectuer le travail là où elle est susceptible de rencontrer le moins de difficultés et de payer notre travail le moins cher possible.

Quoiqu'il en soit ce n'est pas le travail qui manque au sein du groupe et le maintien des jeunes ouvriers est parfaitement réalisable dans l'entreprise. Les patrons commencent d'abord par s'attaquer aux plus jeunes d'entre nous afin de les isoler. C'est pour cela que nous devons être solidaires, car si les jeunes se retrouvent au chômage c'est l'ensemble des ouvriers des laboratoires qui ne tarderont pas à en subir les conséquences.

Ensemble nous devons exiger le maintien de nos jeunes camarades à leur poste de travail. Ainsi c'est notre propre avenir que nous défendons.

(Extrait du N° 168 de la V.O., — Desfossés.)

# NOEL A TAHITI ?

## POURQUOI PAS ?

**C**ETTE année encore Paris s'est trouvé vidé de la majorité de sa population pendant le mois d'août. Depuis des années on parle de l'étalement souhaité, possible des vacances, depuis des années à la demande des hôteliers et des clubs de vacances, une campagne se développe qui veut nous persuader de partir en juin, juillet ou septembre et vante les vacances d'hiver. On voudrait nous faire croire que le seul obstacle à l'étalement des vacances vient de la répugnance traditionnelle du Français moyen à changer ses habitudes.

En fait, en matière de vacances, comme dans tout ce qui touche à la vie publique, le Français moyen ne peut pas grand chose. Ce n'est pas lui qui décide. Ceux qui vident Paris au mois d'août, ce sont les grands chefs d'entreprises qui ferment les portes de leurs usines à l'époque d'été qui leur convient le mieux. En guise d'étalement des vacances ils ne peuvent d'ailleurs osciller qu'entre juillet et août. Les vacances scolaires recourent à peu près ces mêmes dates. En fait c'est toute la vie sociale, toute l'organisation travail-loisirs qui repose sur une absurdité.

48 h, 50 heures par semaine, parfois plus, le travailleur subit l'exploitation ; à cet horaire s'ajoute le temps passé dans les transports et dont la durée se prolonge de jour en jour. Le rythme, il faut le tenir 11 mois sur 12 et ce jusqu'à 65 ans. Parti souvent à 5 h ou 5 h 30 du matin, le travailleur ne retrouve son logement encombré qu'à 19 h 30 ou 20 h. Il ne lui reste plus qu'à manger et dormir. Pour recommencer demain la même journée. Et le surlendemain encore. Le temps de vivre comme un homme, comme un citoyen du XX<sup>e</sup> siècle, il le trouve peut-être le dimanche, mais de toute façon son salaire ne lui permet pas de profiter pleinement des richesses d'une civilisation industrielle dont il est le premier et le plus important rouage.

Alors, il y a les vacances. Les vacances qui font rêver toute l'année et dont la seule pensée aide à tout supporter. Les vacances qui sont le plus remarquable miroir aux alouettes mis en place pour piéger les travailleurs. La vieille revendication sociale, 8 heures de travail, 8 heures de loisirs, 8 heures de repos, a été jetée par dessus bord, au profit de l'allongement des vacances — allongement que le patronat récupère soigneusement par l'augmentation de la production et des horaires globaux.

Quant aux vacances elles-mêmes, elles n'échappent pas au système. Mieux, elles en font désormais partie. Elles offrent le même aspect chaotique, abrutissant, oppressant que l'organisation du travail proprement dit :

Trains bondés et dans les phases les plus critiques interdits aux « congés payés », circulation automobile monstrueuses, et lourde d'accidents possibles, campings surchargés, prix surélevés car la demande dépasse l'offre, plages surcom-

poignée de privilégiés, magnats des banques et de l'industrie.

Bien sûr cela ne va pas sans problème, même pour les capitalistes. Ce n'est un secret pour personne qu'il n'est pas rentable de stopper toute l'activité économique d'un pays, un mois par an. Un système plus harmonieux est souhaité.

Dans une déclaration qui a fait quelque bruit, le directeur d'une marque connue d'articles de camping, et de Clubs de vacances, affirma que les vacances au soleil sont possibles 12 mois sur 12. Il suffit d'aller chercher le soleil là où il est, pourquoi pas à Tahiti. Si au lieu de fermer un mois (ou presque) par an, les entreprises, établissaient un roulement pour les vacances, établi sur l'année toute entière, cela ne reviendrait pas plus cher que l'actuel système, même en embauchant du personnel supplémentaire pour l'établissement de ce roulement. Il a, à ce propos, lancé un défi aux chefs d'entreprises se proposant à payer lui-même le 13<sup>e</sup> homme (le personnel supplémentaire) si les entreprises concernées acceptaient son système — et sous-entendu si les travailleurs concernés venaient dans ses villages de vacances. Ce n'est bien entendu qu'un geste publicitaire, mais les chiffres donnés peuvent être vérifiés et l'argument est parfaitement logique.

Mais il n'est pas à la portée d'un directeur de Clubs de vacances de changer le système, il ne peut qu'en souligner l'absurdité. (On peut se demander en passant s'il paye des vacances d'hiver à Tahiti à son personnel qui trime toute l'année à fabriquer ses tentes et son matériel).

L'étalement des vacances, comme la décentralisation sont à l'heure actuelle des vœux. Nés des difficultés créées par le développement anarchiques de l'économie en fonction du profit et non des besoins des hommes, ils deviennent peu à peu des obstacles au fonctionnement national, ou du moins rentable de cette économie. Quand on s'en aperçoit il est généralement trop tard. L'Etat prend alors des mesures pour favoriser la décentralisation comme pour appuyer l'étalement des congés mais ce ne sont que des mesures boiteuses. Car ce ne sont pas seulement les conséquences qui sont mau-

vaises, c'est le système tout entier qui est mauvais. C'est lui qu'il faut changer.

Les vacances à Tahiti sont possibles pour les travailleurs, mais pas dans une société où les intérêts particuliers prennent le pas à chaque instant sur ceux de la collectivité.

C'est la société qu'il faut changer et alors seulement on pourra organiser les loisirs comme le travail pour le mieux-être de tous et apporter des solutions modernes aux problèmes qui surgissent à chaque instant de la gestion capitaliste et anarchique de la société.

M. T.

## LE SCORE

D'après l'Association du patronat allemand le salaire réel de l'ouvrier s'est accru entre 1958 et 1966 de :

60 % en Allemagne fédérale.

48 % en Italie.

35 % en Hollande et au Luxembourg.

34 % en Belgique.

28 % en France.

Si ces chiffres sont exacts le Président de Gaulle devra mettre les bouchées doubles s'il veut, comme il l'avait promis à son arrivée au pouvoir, doubler le standing des Français en 20 ans. Il est vrai que lorsqu'il parle des Français le président de la République ne se soucie nullement des ouvriers. Pour lui les

classes n'existent pas. Qu'importe si les ouvriers sont pauvres dès lors que les capitalistes sont riches : ça fait un moyen-

ne. Mais si nous avons la lanterne rouge des salaires, nous tenons le fanion du temps de travail.

Toujours d'après l'Association du patronat allemand la durée hebdomadaire du travail s'établit comme suit :

Allemagne fédérale : 43,8 h.

Belgique : 45 h.

Hollande : 45,7 h.

France : 46,6 h.

Pardons, nous sommes battus par le Luxembourg : 48,1 h.

## Intéressement des travailleurs ? A condition qu'ils soient franchement désintéressés !

(suite de la page 1)

Il aurait été plus efficace d'abaisser le plafond de l'impôt sur le revenu : par suite de la hausse nominale des salaires, le nombre de salariés de qui l'on exige des impôts a plus que doublé en douze ans, et les sommes versées ont été multipliées par neuf. C'est une diminution directe du pouvoir d'achat des travailleurs qu'a fait là l'Etat en maintenant les mêmes tranches d'impôt, malgré l'augmentation des

prix. En effet, les prix ont augmenté plus vite que les salaires pendant cette période et celui qui paye des impôts aujourd'hui alors qu'il n'en payait pas auparavant voit son revenu réel diminuer encore par la ponction étatique.

Mais cette diminution du barème des impôts, le gouvernement se garde bien d'en reparler malgré toutes les promesses qu'il en avait faite.

Ce n'est pas encore demain la veille du jour où les travailleurs se transformeront en banquiers. Tout est fait, et bien fait, dans cette société pour les maintenir au rôle de producteur des richesses dont les autres jouissent.

Et l'Etat bourgeois n'est aujourd'hui que ce qu'il fut hier et sera demain : le chien de garde du Capital.

Les travailleurs, s'ils veulent profiter tant soit peu du bien-être que la société pourrait assurer à tous, ne peuvent compter, aujourd'hui comme hier, que sur ce qu'ils seront capables d'arracher à la voracité du patronat.

A moins de nous contenter pour vivre d'une carotte que l'on nous tend au bout d'une perche longue de cinq ans.

EDITORIAL DES BULLETINS D'ENTREPRISE

VOIX OUVRIERE — 5 SEPTEMBRE 1967

## UNE VICTOIRE DES TRAVAILLEURS?

**A**u mois de juillet, la presse a mentionné la première partie des accords d'entreprise intervenus à Sud-Aviation. Le communiqué inter-syndical reproduit dans « la Vie Ouvrière » du 19-7-67 en précise les avantages en les présentant comme une victoire des ouvriers en lutte. Les organisations syndicales « considèrent cette première mesure comme le fruit de l'action syndicale et des luttes menées dans toutes les usines de Sud-Aviation. »

Nous allons voir de plus près comment cette victoire a été obtenue et surtout ce que la CGT qualifie de victoire.

### UNE INITIATIVE DE PAPON

Un tract du 2-6-67 intitulé « Accord société ou marché de dupes!!! » signé par les trois syndicats C.G.T., C.F.D.T. et C.G.T.-F.O. nous apprend que : « le 26 avril 1967, le président Papon recevait les représentants des organisations syndicales et leur faisait des propositions allant dans le sens de la signature d'un accord Société. Ces propositions prévoyaient comme mesures immédiates :

— garantie d'une évolution des salaires de 2 % par semestre (au lieu des 1,5 %) ;

— la mensualisation par étapes de certaines catégories du personnel horaire ;

— la définition d'un prix du point mensuel indexé sur l'évolution des augmentations semestrielles, y compris la moyenne des augmentations individuelles.

Entre temps, des luttes très dures se poursuivaient dans les usines de la société : Marignanne, Rochefort, Cannes, Saint-Nazaire, la Courneuve, Suresnes, Bouguenais, et, par ce fait, ont amené les organisations syndicales à faire des contre-propositions pour :

— porter à 3 % l'évolution des salaires semestriels,

— rendre total la mensualisation des horaires, l'obtention d'un prix du point province à 4 F. »

Et ce tract informait que, la troisième entrevue avec la direction n'ayant rien donné, le personnel était appelé à un « débrayage national de 5/10 d'heure ». Cela d'ailleurs a été le seul débrayage fait pour les accords.

Depuis les travailleurs de Sud-Aviation ont su que les délégués syndicaux palabraient autour d'un tapis vert mais il leur était impossible de connaître les projets présentés en leur nom par « leurs » élus. Jamais les travailleurs et les syndiqués n'ont été consultés sur la teneur de ces accords. A Courbevoie, c'est la C.G.T., dans un tract du 29 juin, qui nous apprend que « suite à d'importants mouvements de grèves entrepris dans différents établissements de la société, et en particulier par les travailleurs horaires, la direction générale de Sud-Aviation fut obligée d'entamer le dialogue sur la base d'un accord société avec les représentants des travailleurs, les Organisations syndicales. Les syndicats C.G.T.-F.O. et C.G.C. déposaient un projet commun. La C.G.T., dans le souci de conserver un FONDS SYNDICAL COMMUN avait consenti d'importantes concessions. La C.F.D.T. déposait son propre projet. »

Ainsi, ce n'est plus le P.D.G. Papon qui a proposé l'accord Société mais ce sont les mouvements de grève qui l'ont imposé ! Dans ce même tract, la C.G.T. proteste contre les propositions patronales : « VOILA CE QUE LA DIRECTION GENERALE VOUDRAIT QUE LES SYNDICATS APPROUVENT :

— 4.140 sur les 12.000 travailleurs « horaire » de la société seraient « assimilés mensuels » avec toujours dans leur salaire une part de boni moyen et tout cela étalé sur 1970, c'est-à-dire presque comme avant mais payé au mois ;

— 2 % d'augmentation semestrielle ;

— la fixation du prix du point pour la province à 3,69 F. »

(Ce texte sera pourtant approuvé avec un petit avantage en plus.)

ET EN COMPENSATION DE CES QUELQUES MAIGRES AVANTAGES QUI SONT D'AILLEURS, SELON LES TERMES DE leur « contre-proposition » ... l'article 5 de l'accord prévoit un préavis de grève d'au minimum huit jours. Comme le dit la C.G.T. « pendant que le conflit sera soumis aux procédures ci-dessus, les parties contractantes s'engagent à ne recourir à aucune autre forme d'action. »

« NOUS NE POUVONS DANS CES CONDITIONS APPROUVER CES MAIGRES AVANTAGES EN COMPENSATION DE L'ABANDON DU DROIT DE GREVE (droit arraché par la lutte de générations de travailleurs et SA SEULE ARME!) QUI METTRAIT LE PERSONNEL DE SUD-AVIATION DANS « L'IMPOSSIBILITE » PENDANT UN LITIGE ET EN GENERAL DANS TOUS LES CAS OU IL Y AURA ATTEINTE AU NIVEAU DE VIE ET AUX AVANTAGES ACQUIS. AINSI CE SERAIT UN OBSTACLE « INSURMONTABLE » POUR LA LUTTE POUR LES REVENDICATIONS ET L'AMELIORATION DU POUVOIR D'ACHAT. »

Heureusement pour les travailleurs, la C.G.T. exagérait. Les accords d'entreprise sont en-dessous des conventions collectives qui garantissent le droit de grève indépendamment de ce qu'il plaît de signer aux syndicats.

### POURQUOI LES SYNDICATS ONT SIGNE

Le 7-7-67, la première partie des accords était signée. C'est la presse qui nous en informe. A Courbevoie, ce n'est que le 11 juillet que la C.G.T. se décide à publier un communiqué sur l'accord société, avec ses commentaires, sans faire de transition avec le langage qu'elle tenait quelques jours plus tôt. Elle se justifie en disant qu'une des raisons qui l'a amené à signer « malgré toutes ces insuffisances est le fait que les mesures qu'il contient seront appliquées rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 67 » soit un rappel de 2 % sur 5 mois. Puis elle indique les augmentations sur les primes semestrielles, soit 5 ou 6 F par catégorie. Et elle s'indigne à nouveau « c'est ce que Papon appelle une revalorisation substantielle!!!

Nous vous laissons juges !

Quant à nous, nous estimons que c'est là se moquer des travailleurs. On se demande alors pourquoi la C.G.T. signe un texte qui se moque des travailleurs. Visiblement, les syndicats s'en moquent aussi. Le tract finit malgré tout sur une maxime ronflante :

« UNE FOIS DE PLUS, SEULE L'ACTION A APPORTE LA DISCUSSION CONTRACTUELLE ET DES RESULTATS POUR LES TRAVAILLEURS. »

Une semaine après, les travailleurs de S.A. Courbevoie, la Courneuve, Suresnes, ont reçu un journal gratuit « Le Metallo », édition spéciale, presque entièrement consacré aux accords. Sous le titre « il fallait que ça change », la C.G.T. brosse un tableau des luttes de Sud-Aviation où l'exagération et l'omission employés à grande échelle donnent l'impression d'une lutte où les travailleurs ont été de victoire en victoire, que ce soit à Toulouse, à Saint-Nazaire, à Rochefort ou bien à Courbevoie. Ces luttes aboutissent à l'accord Société. Dans le même article, ils écrivent pourtant : « il est certain que ce début d'accords apporte peu et ne résoud pas nos revendications, mais ce qu'il apporte est toujours bon à prendre, surtout du fait de son effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 67. » Pour les syndicats, il ne reste plus à obtenir dans la

deuxième partie des accords, que :

— la garantie de l'emploi,

— la réduction du temps de travail sans perte de ressource ;

— l'abaissement de l'âge de la retraite ;

— l'uniformisation et l'intégration du boni ;

— l'amélioration des divers avantages sociaux ;

— l'extension des droits syndicaux.

Ainsi on a pu voir la direction générale proposer les accords d'entreprise, les syndicats les accepter tout en refusant les propositions de la direction. Ils présenteront leurs propres projets puis, finalement, après une dizaine de rencontres, adopteront le projet du patron en l'améliorant un peu. Les propositions patronales qu'au début les syndicats trouvent inacceptables sont devenues, petit à petit, des victoires dues à la lutte des travailleurs !

On comprend aisément pourquoi Papon voulait des accords d'entreprise, il s'agit pour lui d'assurer la paix sociale en lâchant ce qui lui

est permis dans le V<sup>e</sup> Plan. Et avec ces largesses, il lie les syndicats par un préavis de grève. On peut se demander alors pourquoi les syndicats ont signé, surtout quand on a lu les communiqués de victoire sur toute la ligne (à Toulouse, Rochefort, St-Nazaire, etc...). En vérité, la plupart de ces victoires n'existent que dans la tête des bureaucrates syndicaux. On a vu comment ils présentent les accords d'entreprise comme une victoire. La plupart des actions (grèves tournantes) ont coûté cher au personnel et c'est une consolation que les syndicats lui apportent (ou croient lui apporter) avec ces accords. Mais en acceptant les brouilleries de la direction générale, même s'ils soulignent que la partie des accords peut être dénoncée au 1<sup>er</sup> décembre 1967, les syndicats ne font que démontrer qu'ils n'attendent rien de la lutte des travailleurs et qu'ils préfèrent plutôt placer leur espoir dans la bonne volonté du patron. Tous leurs communiqués ronflants de victoire ne peuvent cacher ce fait.

## ● ÉCHOS D'ENTREPRISE

### Les auxiliaires du patron

Avec les maigres paies que nous touchons aux A.G., boucler le mois est un tour de force constamment renouvelé, et que nous ne réalisons en définitive qu'en nous serrant la ceinture. Que survienne le moindre imprévu, voilà tous nos savants calculs par terre, et les privations ne suffisent plus à rétablir l'équilibre. Il ne nous reste alors qu'un recours (quitte à accumuler les difficultés le mois suivant) : demander une avance sur nos prochains appointements.

Si à la Vie une telle formalité ne présente pas de difficultés, il en est toute autrement à l'Accident, où, pour obtenir une malheureuse avance, il nous faut subir au préalable l'épreuve du confessionnal.

En effet, c'est l'assistante sociale qui décide si nous méritons la faveur d'une avance, et par ses questions insidieuses et indiscrètes nous fait sentir combien nous sommes coupables de ne pas arriver à vivre avec notre salaire.

Ainsi, non seulement nous subissons l'injustice permanente de nos salaires de misère, il nous faut de surcroît encaisser un sermon quand nous sommes plus particulièrement dans le pétrin, et que nous ne réclamons que de l'argent que nous avons déjà gagné.

Les assistantes qui acceptent de jouer le rôle peu reluisant de censeur, se déshonorent à nos yeux. Avec quelle joie nous nous passerons de leurs « services » quand nous saurons arracher des salaires dignes de ce nom.

(Extrait du numéro 100 de la V.O. Assurances Générales).

### Une belle brochette

Le dernier numéro de « France Aviation », le journal de la direction d'Air France, consacre deux pages aux Comités d'Etablissement et au Comité Central d'Entreprise d'A. F.

Avec photo à l'appui, tout ce qu'il y a de « militants syndica-

listes » se trouve réuni auprès de Galicohn et Compagnie.

France-Aviation se fait un plaisir de nous les montrer, travaillant de concert. Dans l'avant-dernier numéro, l'atmosphère était à la détente : Grassi disputait au cours d'une partie de pétanque, le cochonnet à M. Roubaud, directeur du personnel. Bien sûr, l'objectif du photographe avait saisi cette belle image.

Il fut un temps où les responsables syndicaux avaient une tout autre politique avec nos patrons.

Aujourd'hui le patronat et ses représentants ont par divers moyens, et les comités d'entreprise en sont le plus bel exemple, trouvé la solution pour adoucir les mœurs de nos représentants syndicaux.

Aujourd'hui on collabore.

(Extrait du n° 124 — Air France Orly Nord).

### A propos de la prime de transport

Sur la feuille de paye de ce mois, nous avons pu constater que la prime de transport était portée de 16 à 20 F comme prévu avec un rappel de 2 F pour juillet.

4 F de plus par mois ; il faut regarder de bien près pour s'en apercevoir. Par contre, il n'est pas besoin d'y regarder à plusieurs fois pour voir le trou dans notre budget provoqué par l'augmentation des transports.

Cette prime qui par le passé était dans bien des cas insuffisante à couvrir nos frais devient dérisoire.

Pour en juger, voici une statistique parue dans un tract syndical CGT de la banque :

— 75,55 % du personnel dépense plus de 20 F par mois.

— 62,77 % du personnel dépense plus de 30 F.

— 49,44 % dépense plus du double de cette prime. Ainsi, près de 63 % du personnel de cette entreprise dépense plus de 30 F par mois, et il y a fort à parier qu'une statistique faite parmi le personnel de la Compagnie donne-

rait sensiblement les mêmes résultats.

Mais cela n'a pas empêché les organisations syndicales, CGT en tête, de nous faire signer des pétitions et des motions réclamant que la prime soit portée de 20 à 30 F. Est-ce parce qu'ils ont le sentiment de réclamer une faveur au patronat que les syndicats se montrent si modestes dans leurs revendications ?

Quant à nous, nous estimons que nous ne devrions rien déboursier, car utilisant les transports pour nous rendre à notre travail, ce n'est pas à nous de payer, mais au patron, et en totalité.

Les métros et les bus doivent être gratuits pour les travailleurs.

(Extrait de la V.O. Urbaine et la Seine).

### Un mal qui répand la terreur

La course aux heures supplémentaires est une calamité du XX<sup>e</sup> siècle pire que la peste à l'époque de La Fontaine. Entre les 10 et 24 juillet, des ajusteurs de machines n° 1 et des soudeurs puisés un peu partout pour les travaux de chaudières ex-Saint-Denis, ont pratiqué des horaires de 60 à 76 heures sans repos hebdomadaire. Samedis, dimanches et jours fériés ne sont plus respectés. La direction se passe probablement de l'autorisation de dérogation de l'inspecteur du travail en vacances. Les délégués s'abstiennent d'intervenir sous prétexte de ne pas attenter à l'union de mars-avril. Nous demandons à ces travailleurs égarés de se ressaisir : qu'ils réfléchissent au préjudice qu'ils portent à l'ensemble de la classe ouvrière en laissant se déprécier leur dignité.

Les Pinczon-Gon-Gand tiendront les délais de livraison avec l'économie de salaires portant sur deux mois de grève et 45 jours de lock-out. Les avances patronales de trésorerie sont plus que remboursées par la main-mise sur le dédommagement des ASSÉDIC et fonds de chômage.

(Extrait du n° 179 de la V.O. Chantiers de l'Atlantique).

# METRO : Les prix se desserrent les voyageurs se serrent

**E**N augmentant le prix des transports parisiens le Gouvernement n'y est pas allé par quatre chemins. Dès le mois de juin, M. Gorse, le ministre de l'Information, annonçait des augmentations spectaculaires nécessaires pour réaliser la « vérité des prix ».

D'après les chiffres qu'il a annoncé, les recettes pour 1966 ont été de 1394 millions et les dépenses de 2300 millions, soit un déficit d'environ 60 %. C'est pourquoi le prix des tickets et des cartes hebdomadaires ont été « spectaculairement » augmentés d'environ 60 %.

Billet de métro, 0,56 à 1 F, ce qui fait 78 %.

Billet de métro par carnet de 10, 0,37 à 0,60 F : 62 %.

Carte hebdomadaire de métro, 3 à 4,80 F : 60 %.

Ticket d'autobus, 0,185 à 0,30 : 62 %.

(En fait l'augmentation du tarif des autobus est encore plus élevée, les sections ayant été raccourcies).

Ces 2300 millions de dépenses, M. Gorse ne nous les a pas détaillées : à combien, en particulier, sont évalués les investissements ?

Ce qui est certain, c'est que le prix de revient d'une voiture de petite cylindrée est au maximum de 0,20 F par km pour 4 personnes (achat, assurance, essence, entretien compris) soit 5 centimes par personne du km.

En prenant le métro avec une carte hebdomadaire pour un parcours moyen que l'on peut estimer à 5 km, on nous fait payer (4,80 F divisé par 12 voyages) soit 0,40 F, ce qui fait 8 centimes du km en moyenne.

Si on prend un billet à l'unité le kilomètre moyen en métro revient à 20 c (1 F divisé par 5) et l'usager qui voyage avec des carnets paye en moyenne 12 centimes du km.

On peut difficilement admettre que le transport en commun revienne plus cher que l'emploi d'un véhicule particulier même si l'on tient compte des frais de

personnel engagés dans la conduite des véhicules collectifs.

Mais puisque le gouvernement parle de vérité des prix en omettant soigneusement de parler de vérité des salaires, on aimerait qu'au prix où sont les transports en commun, les voyageurs soient véhiculés correctement, c'est-à-dire que chacun puisse bénéficier d'une place assise.

Après sa journée de travail (la plus longue en Europe) l'ouvrier parisien doit s'imposer de 1 à 4 h par jour de transport en commun. Le manque de transports rapides l'oblige à passer dans le métro deux à trois fois plus de temps qu'il n'en faudrait, car au siècle de la vitesse, le métro circule à une moyenne de 10 à 15 km à l'heure, et cela pour 8 à 9 millions de personnes par jour.

Les experts si habiles à jongler avec les chiffres pourraient démontrer ce que coûtent ces pertes de temps même au tarif du SMIG et tout ce que représente cette fatigue supportée par les travailleurs.

Il est indispensable de diminuer le temps de travail, mais il est non moins indispensable de diminuer le temps pour se rendre et revenir de son travail. De plus, des transports convenables c'est-à-dire offrant une place assise à chaque voyageur transformeraient la torture du voyage en un moment de détente où l'on pourrait au moins lire son journal.

Mais c'est là demander beaucoup trop à notre économie capitaliste décadente capable sur le plan technique d'envoyer des engins balistiques dans la lune mais incapable de transporter décemment ceux qui fabriquent toutes les richesses de la société.

Si le métro est trop cher qu'ils prennent le taxi!...



## Gratuité des transports en commun

**L**E gouvernement, sous prétexte de vérité des prix, a augmenté de plus de 60 % les tarifs du Métro et des autobus parisiens.

Mais les transports en commun d'une agglomération comme Paris sont un service public. Ce n'est que très rarement que les travailleurs utilisent le métro et le bus pour leurs besoins ou leurs loisirs (aller dans les magasins ou au cinéma). Dans la grosse majorité des cas il s'agit d'aller et de revenir du travail.

C'est le patronat qui est le premier bénéficiaire des transports en commun qui amènent chaque jour des centaines de milliers de tra-

vailleurs dans ses ateliers et ses bureaux.

Les services publics gratuits, c'est une notion que l'on voudrait faire disparaître mais que, bon gré mal gré, les patrons et leurs représentants sont bien obligés d'admettre.

Un billet de métro à l'unité est vendu désormais 1 F.

Avec une carte hebdomadaire, le même voyage ne coûte que 40 centimes. Si on fait une telle risquer aux clients sérieux que représentent les ouvriers qui vont chaque jour à leur travail et à qui d'ailleurs on impose de payer 12 voyages alors que beaucoup n'en

font que 10, c'est qu'en fait on reconnaît en partie la notion de service public. Alors pourquoi ne pas la reconnaître entièrement en rendant les transports en commun gratuits.

Utopie diront certains ! L'époque n'est pas si lointaine où les cartes hebdomadaires n'existaient pas et étaient considérées comme une utopie. Mais les milliards engagés par l'Etat pour construire le « Concorde » qui permettra à quelques industriels de gagner 3 heures sur la traversée de l'Atlantique, ça ce n'est pas une utopie !

Là, la notion de rentabilité et de vérité des prix est abandonnée.

## PERMANENCES

### ● PARIS :

**V<sup>e</sup> arrondissement :** Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, tous les samedis, de 15 à 17 h. (Interrompue au mois d'août.)

**X<sup>e</sup> arrondissement :** au siège de VOIX OUVRIERE, le samedi de 16 h à 20 h, 29, rue Château-Landon, Paris-10<sup>e</sup>.

**XI<sup>e</sup> arrondissement :** Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, le mercredi, de 17 h 30 à 19 h.

**XIII<sup>e</sup> arrondissement :** Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le jeudi, de 17 h 30 à 19 heures.

**XIV<sup>e</sup> arrondissement :** Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : le mercredi, de 18 h 15 à 19 h 15.

**XV<sup>e</sup> arrondissement :** Café « Au Métro », place Balard, tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.

**XVIII<sup>e</sup> arrondissement :** Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le mardi, de 17 h 30 à 19 heures.

### ● BANLIEUE :

**ASNIERES.** — Café « Le Cadran », place Voltaire, le mercredi de 18 h à 19 h.

**AULNAY-S/BOIS.** — Café « Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la Gare), tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.

**BOULOGNE - BILLANCOURT.** — Café « Le Phénix », 115, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), jeudis, de 18 h à 19 h, au lieu de 17 h 30 à 19 h.

**MONTREUIL.** — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), le jeudi, de 17 h 30 à 19 h.

**LEVALLOIS.** — Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet - rue A-France), tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.

### ● PROVINCE :

**BESANÇON.** — « Café le National », quai de Strasbourg, tous les jeudis de 17 h à 19 h.

**BORDEAUX.** — Fermeture à partir du jeudi 29 juin jusqu'au 21 septembre exclus.

**LYON.** — Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le samedi, de 17 h à 20 h.

— Café « Les Etats-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8<sup>e</sup>, le mercredi, de 18 h à 19 h.

**BOURGES.** — Café-Tabac-Bar, 22, rue Henri-Laudier (près d'Aix), les jeudis 7 et 21 septembre, de 8 h à 20 h.

**BRIVE.** — Café du Musée, boulevard du Salan, tous les jeudis, de 17 h à 19 h.

**CLERMONT-FERRAND :** « Café de France », 22, place Delille, les jeudis, de 17 h à 19 h.

**DIJON.** — Café « La Renaissance », rue Chabot-Charnoy, tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.

**GRENOBLE.** — « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h. — Café « Le Normandy », place Grenette, tous les jeudis, de 15 à 17 heures.

**LILLE.** — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, tous les mercredis, de 15 h à 16 h 30.

**MARSEILLE.** — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. gare), les jeudis 7 et 21 septembre, de 19 h à 20 h.

**ROUEN.** — Café « Le Bretagne », place du Vieux-Marché, tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.

**SAINT-CHAMOND.** — Bar-restaurant Marius Russias, 4, rue Gambetta, le vendredi, de 18 h 30 à 19 h 30.

**SAINT-ETIENNE.** — Café « Ambiance-Bar », 2, rue des Tréfileries, les jeudis, de 15 h à 16 h.

**SAINT-NAZAIRE.** — Café « Paris-Sports », place Marceau, le samedi, de 16 h à 17 h.

**SOCHAUX.** — Café de la Gare, vendredi 15 septembre, de 13 h à 14 h.

**TOULOUSE.** — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.